



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BETHUNE

BETHUNE, le 01/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Communauté de communes du Ternois**

Parc des Moulins, 400 rue de Maisnil  
62130 Saint-Pol-sur-Ternoise

Références : 140/2023  
Code AIOT : 0007001103

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement Communauté de communes du Ternois implanté Zone Industrielle 62130 Saint-Pol-sur-Ternoise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté de communes du Ternois
- Zone Industrielle 62130 Saint-Pol-sur-Ternoise
- Code AIOT : 0007001103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La station d'épuration de la zone industrielle de Saint-Pol-sur-Ternoise a été mise en service en 1973. Elle traite les effluents aqueux des sites agro-alimentaires BIGARD, TRACOVAL, HERTA et INGREDIA. Sa capacité théorique était jusqu'à présent de 92 500 Équivalents-Habitants.

Les eaux traitées sont rejetées dans la Ternoise, en amont de la commune.

Les objectifs de bon état écologique du SDAGE assignés à la Ternoise, l'augmentation du volume des eaux à épurer et les perspectives d'évolution des entreprises raccordées ont conduit à actualiser les prescriptions applicables à la station, par voie d'arrêté préfectoral en date du 7 novembre 2016, et à établir un programme de mise à niveau de l'installation. Ces travaux ont débuté en avril 2021 et étaient en voie d'achèvement lors de l'inspection.

L'installation relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3710, 2750 et 2780.2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour un volume d'effluents entrants autorisé de 5615 m<sup>3</sup>/j.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants : contrôle inopiné des rejets aqueux.**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 27/03/2023	/	Sans objet
2	Réseaux – ouvrages de rejet	AP Complémentaire du 07/11/2016, article 4.2.2	/	Sans objet
3	Réseaux – ouvrages de rejet	AP Complémentaire du 07/11/2016, article 4.3.6.2	/	Sans objet
4	Réseaux - ouvrages de rejet	AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.3.6.3	/	Sans objet
5	Entretien – isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.2.3	/	Sans objet
6	Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 07/11/2016, article 4.3.4	/	Sans objet
7	Autosurveillance des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 07/11/2016, article 9.2.3	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu	AP Complémentaire du 07/11/2016, article 4.3.7 et 4.3.9	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection rappelle à l'exploitant que celui-ci devra veiller à disposer d'un plan des réseaux reprenant de manière exhaustive les éléments cités à l'article 4.2.2 de l'arrêté du 7 novembre 2016, en tenant compte d'éventuels écarts qui pourraient être mis en évidence à l'achèvement des travaux.

L'inspection rappelle également que l'exploitant doit disposer d'une formalisation des contrôles portant sur l'état des réseaux de collecte des effluents. Cette mesure s'inscrit dans le cadre plus général de la mise en place d'un Système de Management Environnemental, imposable au plus tard le 4/12/2023, l'établissement étant soumis à l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Éléments de contexte

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/03/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Date du CI 2023 : 27 au 28/03/2023
<b>Constats :</b> Le site était en conditions normales de fonctionnement lors du contrôle.  Le rapport relatif au C.I., transmis par courriel de la société MAPE le 23/05/2023, met en évidence un léger dépassement de la limite du débit journalier, fondée sur les capacités techniques de la station (5655 m3/j pour une valeur limite de 5615 m3/j). Les résultats obtenus sur les autres paramètres mesurés sont nettement inférieures aux valeurs limites fixées, tant en concentration qu'en flux, aussi le dépassement de la valeur de débit peut-elle être considérée comme acceptable car sans effet sur le milieu récepteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Réseaux – ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/11/2016, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bas de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un schéma des réseaux daté du 14/04/2021, réalisé dans le cadre de la réhabilitation de la station. Les installations de traitement sont décrites en détail dans le dossier établi à cette occasion, ainsi que dans le rapport de base A119558/version B et le dossier de réexamen IED A 120262/4 de mars 2023. L'exploitant devra toutefois veiller à disposer d'un plan reprenant de manière exhaustive les éléments cités au présent article, en tenant compte d'éventuels écarts qui pourraient être mis en évidence à l'achèvement des travaux. Lors du contrôle, les zones et équipements suivants restaient à finaliser et/ou à mettre en service : <ul style="list-style-type: none"><li>- prétraitement</li><li>- COTmètre</li><li>- déphosphatation</li><li>- traitement des boues</li></ul> En outre, la déviation des eaux pluviales n'est pas encore réalisée, l'exploitant de la station ayant informé l'inspection que des négociations sont toujours en cours avec les propriétaires des parcelles concernées par le passage de canalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Réseaux – ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/11/2016, article 4.3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement des ouvrages de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement. [...]
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Réseaux - ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.3.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Equipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes permettant le prélèvement en continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Entretien – isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/11/2016, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection n'a pas révélé de non conformité quant à la conception et l'aménagement des réseaux de collecte des effluents.</p> <p>La nature des contrôles effectués par l'exploitant n'a pas été vérifiée, les travaux de réhabilitation de la station d'épuration étant en voie d'achèvement. Il est précisé que l'exploitant doit disposer d'une formalisation de ces contrôles, de manière à pouvoir justifier de leur réalisation le cas échéant. L'exploitant devra à ce titre mettre en place un Système de Management Environnemental au plus tard le 4/12/2023, en application de la directive IED transcrite dans l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Entretien et conduite des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/11/2016, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.[...]</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p><b>Constats :</b> Les incidents de fonctionnement sont consignés par l'exploitant au moyen de fiches d'information transmises à l'inspection, à la collectivité titulaire de l'autorisation d'exploiter et à l'Agence de l'Eau, qui reprennent les informations prescrites au présent article.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Autosurveillance des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/11/2016, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesure en continu sur : - débit, - pH, - Température.  Mesure journalière sur : - DCO, - Azote Global (NTK / NO3 / NO2), - Phosphore Total.  Mesure hebdomadaire sur : - DBO5, - SEC/SEH.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/11/2016, article 4.3.7 et 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émission précisées aux articles 4.3.7 et 4.3.9 de l'arrêté du 07/11/2016.
<b>Constats :</b> L'examen de l'autosurveillance déclarée sous GIDAF fait apparaître quelques dépassements des VLE imposées, dans les limites de tolérance fixées par la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet